

LES MINORITES CHRETIENNES AU SEIN DU PROCHE-ORIENT ARABE

Mémoire de géopolitique

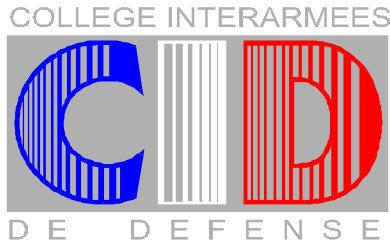
du Chef d'escadron MEUNIER

dans le cadre de l'étude dirigée « l'espace méditerranéen »

Directeur : M. Jean-François DAGUZAN

Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Avril 2002



9^{ème} Promotion

Session 2001 – 2002

FICHE DE DOCUMENTATION

1. **Sujet :** Les minorités chrétiennes au sein du Proche-Orient arabe
2. **Rédacteur :** Chef d'escadron Meunier, Patrice
3. **Rédaction :** Paris, le 08 avril 2002
4. **Division/Groupe :** CID Division C Groupe 4
5. **Titre générique :** Mémoire d'étude dirigée de géopolitique
6. **Sommaire :** Trop souvent vue comme seule terre d'islam, le Proche-Orient est aussi le berceau du christianisme. La chrétienté orientale se caractérise par une mosaïque complexe d'Eglises, orthodoxes ou catholiques aux rites séculaires qui sont le résultat de hérésies ou des schismes qui ont divisé l'Eglise au cours du V^{ème} siècle et aux XI^{ème} et XII^{ème} siècles. Submergées par l'arrivée de l'islam au VII^{ème} siècle, elles ont résisté avec plus ou moins de bonheur et, le plus souvent en s'arabisant, elles ont pu se maintenir contre vents et marées comme par exemple en Egypte. Devenues minoritaires dans ce « dar el islam », traitées en « dhimmi » et parfois même humiliées, ces communautés chrétiennes ont joué un rôle important dans la recherche de l'indépendance des Etats où elles vivaient et dans la renaissance culturelle arabe. Mais devant l'émigration qui affecte certains pays du Proche-Orient pour des motivations économiques, politiques ou religieuses, ces communautés s'étiolent peu à peu. Ces communautés sont-elles alors condamnées à se « fossiliser » chez elles jusqu'à l'extinction totale ou à prendre le chemin de l'exil vers des pays de plus grande liberté où elles risquent aussi de disparaître ?
7. **Mots clés :** chrétiens, confessionnalisme, minorité, Proche-Orient, arabité, islam

LES MINORITES CHRETIENNES
AU SEIN DU PROCHE-ORIENT ARABE

Sommaire

Partie I

Une histoire tourmentée

La première division des Eglises

Chrétiens en terre d'islam

Union avec Rome, nouvelles scissions des Eglises

Le rôle de l'Occident

Partie II

Des chrétiens dispersés : l'état de la mosaïque

Les chrétiens d'Irak

Les chrétiens de Syrie

La mosaïque libanaise

Les chrétiens de la « Terre Sainte »

Les chrétiens de Jordanie

Les chrétiens d'Egypte

Partie III

L'avenir des minorités chrétiennes au Proche-Orient

La difficulté d'être une minorité chrétienne

Un déclin démographique inexorable

INTRODUCTION

Le siège par l'armée israélienne de la basilique de la Nativité à Bethléem en ce printemps 2002 est venu nous rappeler l'existence de communautés chrétiennes au Proche-Orient¹.

Pourtant, si l'on considère que cette région du monde qui s'étend de la vallée du Nil jusqu'aux confins anatoliens fut le berceau du christianisme et le lieu des premières communautés chrétiennes, il n'y a là rien de surprenant.

Les chrétiens d'Orient sont comme les témoins des origines et d'une longue histoire. Toutes les confessions sont représentées : orthodoxes, catholiques et protestants certes, mais aussi les anciennes Eglises dites pré ou non chalcédoniennes et celle qu'on appelle improprement nestorienne, avec les rites et les liturgies dans les langues du passé.

Mais ces chrétiens, ainsi divisés, sont en même temps dispersés, à des degrés divers entre les pays de la région. Partout ils sont minoritaires dans une partie du monde dominée, depuis plus de treize siècles, par l'islam, qui a lui aussi ses minorités. Ils forment des communautés, marquées par l'identité confessionnelle, où chacun dépend d'abord de son appartenance religieuse. Dans leur grande majorité, les chrétiens sont arabes, comme leurs compatriotes musulmans.

Certaines personnalités chrétiennes ont eu et ont encore parfois un rôle et une influence dans la vie politique de leur pays. Mais les communautés chrétiennes, en tant que telles, n'interviennent guère dans l'ordre politique et pèsent assez peu dans l'évolution des sociétés, sauf au Liban. Au long de leur existence, et jusqu'au temps présent, ces communautés se sont surtout attachées à survivre, dans des situations qui ont souvent été plus ou moins précaires. Aujourd'hui, elles craignent les mouvements islamistes et sont prises à nouveau dans les troubles de la région. Face à ces troubles, les chrétiens réagissent par une émigration, qui n'est certes pas nouvelle, mais qui inquiète par son ampleur les autorités spirituelles de toutes les confessions.

¹ Par Proche-Orient, on entend les pays suivants : l'Égypte, Israël et les territoires sous contrôle de l'autorité palestinienne, la Jordanie, le Liban, la Syrie et l'Irak.

Tous ces traits font que les chrétientés d'Orient ont gardé une place à part dans l'ensemble du monde chrétien. Pour tenter de prendre la mesure de cette singularité, ce mémoire propose d'examiner successivement trois aspects : l'histoire et son empreinte sur les communautés chrétiennes ; la situation de ces communautés dans chacun des pays de la région, ou l'état de la mosaïque ; l'avenir des minorités chrétiennes.

1 UNE HISTOIRE TOURMENTEE

Pour saisir ce que sont les chrétientés orientales, on ne peut éviter de revenir sur leur histoire, qui commence avec les débuts du christianisme : une histoire qui a créé leur singularité, façonné leur identité et qui influe, encore aujourd'hui, sur leur comportement. Avant l'islam et la conquête arabe au VII^{ème} siècle, le christianisme était en Orient la religion dominante et officielle, sauf dans la Perse sassanide. Même certains royaumes ou tribus de la péninsule arabique avaient adopté la nouvelle foi. Bien que reconnaissant de loin l'autorité du pape de Rome, les patriarchats de l'Eglise d'Orient (Constantinople, Antioche, Alexandrie) avaient une position prépondérante, que renforçait le prestige des orientaux dans la chrétienté : Pères de l'Eglise, théologiens, mystiques. Les latins d'Occident faisaient encore figure de parents pauvres. C'est en Orient que se sont tenus les grands conciles fondateurs, sous l'autorité de l'Empereur de Constantinople : Nicée (325), Constantinople (381), Ephèse (431), Chalcédoine (451). Mais lors de ces deux derniers conciles se sont affirmés des antagonismes qui ont divisé la chrétienté et abouti à la création d'Eglises séparées : ces mêmes Eglises qui existent encore à présent.

1.1 La première division des Eglises

Tout s'est noué autour d'un débat théologique ou plus exactement christologique, puisqu'il s'agissait du dogme trinitaire et de la personne du Christ. Le concile d'Ephèse en 431 a condamné l'hérésie de Nestorius et ses partisans qui insistaient sur la nature humaine dans le Christ, en la séparant de sa nature divine. Le concile de Chalcédoine a affirmé l'union des deux natures en une seule personne. Dans leur formulation, ses décisions n'ont pas été acceptées par une partie de l'Eglise d'Orient : le patriarcat d'Alexandrie et, pour une part, le patriarcat d'Antioche. Les dissidents, qualifiés de monophysites ont été condamnés à leur tour pour hérésie et sanctionnés par l'autorité impériale. Leurs partisans ont été persécutés. Le conflit a pris un ton politique.

Les positions idéologiques étaient moins éloignées qu'on ne l'a dit ou qu'on ne l'a cru : question de langage, d'interprétation des textes, procès d'intentions de part et d'autre. Mais derrière ce conflit, outre les oppositions de personnes, apparaît un antagonisme de cultures et l'hostilité des populations à la domination byzantine : Egyptiens et Syriens contre Grecs, Alexandrie et parfois Antioche contre Constantinople. Il s'est ajouté une autre scission : pour des raisons différentes, les Arméniens ont rejeté les décisions du concile et rompu

avec l'Eglise de Rome et de Constantinople (506).

De ce temps datent trois Eglises non chalcédoniennes, dites abusivement monophysites : les Eglises coptes, syrienne ou syriaque, arménienne.

Mais auparavant existait déjà une autre Eglise indépendante (depuis 424), qualifiée par la suite et abusivement aussi de « nestorienne » et qui n'avait pas participé aux conciles d'Ephèse et de Chalcédoine : celle des chrétiens de l'Empire perse, avec son siège en Mésopotamie, coupée du reste de la chrétienté par le conflit récurrent entre Byzantins et Sassanides. Elle a connu une remarquable expansion en Asie : en Inde où s'est créée la chrétienté du Malabar, en Asie centrale et jusqu'en Chine. Cette Eglise également de liturgie syriaque s'est prolongée jusqu'à nos jours dans les chrétientés dites assyriennes.

Au delà des divisions locales entre Eglises, il faut mentionner enfin le schisme, intervenu six siècles plus tard entre l'Eglise d'Orient et celle d'Occident, entre orthodoxes et catholiques. Bien plus que de querelles théologiques assez secondaires, il s'agissait surtout d'une opposition de mentalités, d'un sens différent de la vie spirituelle et surtout d'un refus par le patriarche de Constantinople d'accepter la primauté romaine. La rupture, définitive en 1058, a éloigné les catholiques de l'Orient, sauf le temps des Croisades. Pendant des siècles, ne sont restées dans la région que l'orthodoxie grecque et les Eglises séparées.

1.2 Chrétiens en terre d'islam

La conquête arabe, à partir de 632, devait bouleverser la situation des chrétiens . Elle semble avoir rencontré peu d'opposition de leur part, et a elle-même été favorisée, en Syrie et en Egypte, par l'hostilité des populations au pouvoir byzantin et à l'Eglise orthodoxe : ce qui peut expliquer son extrême rapidité. Mais les chrétiens ont dû subir de nouveaux maîtres, cette fois d'une religion différente.

Le pouvoir politique appartenait dorénavant aux musulmans et les chrétiens en étaient exclus. Ils se trouvaient en situation d'infériorité dans une société devenue islamique. L'islam vainqueur s'est certes montré tolérant envers les « gens du Livre » (chrétiens, juifs, et même zoroastriens), considérés comme dhimmi, terme que l'on traduit généralement par « protégés ». Ils ont conservé la liberté de professer leur religion et leurs institutions religieuses ont été officiellement reconnues. Ils ont formé des communautés qui s'administraient elles-mêmes, selon leur droit et leurs coutumes, sous l'autorité de leurs

chefs religieux.

En revanche, ils étaient astreints à des servitudes qui marquaient leur état d'infériorité par rapport aux musulmans : en premier lieu, le paiement d'un impôt de capitation (jizya) et d'un impôt foncier (kharaj). S'y ajoutaient divers interdits, mais plus ou moins appliqués selon les époques et les pouvoirs en place. Ce statut à priori défavorable n'a pas empêché que les élites chrétiennes puissent jouer, à certaines périodes, un rôle important dans l'appareil du pouvoir. Des chrétiens ont occupé des postes de premier plan dans l'administration et à la cour des califes, qui héritaient d'ailleurs de l'administration byzantine. Les chrétiens ont participé à l'essor culturel de la société arabe, dans ce qui a été l'âge d'or de la civilisation musulmane sous les Omeyyades et surtout sous les Abassides (du IX^{ème} au XIII^{ème} siècle) : par leurs philosophes, leurs poètes, leurs savants, leurs médecins qui s'exprimaient en arabe.

La situation des chrétiens n'en est pas moins restée précaire. Leur sort a varié avec la succession des pouvoirs, califes, sultans, potentats locaux. Ils ont subi parfois l'animosité des populations musulmanes, souvent les contre-coups des troubles et des guerres entre musulmans, ou entre ceux-ci et les puissances chrétiennes (Byzantins ou Croisés). Ils ont souffert des invasions mongoles et turques, de l'oppression des mameluks. L'islam l'a emporté dans la plus grande partie des populations : les chrétiens sont devenus minoritaires. Pour la plupart, ils ont adopté la langue arabe. Sans se fondre avec les musulmans, ils en sont venus, avec le temps, à faire partie du monde arabe.

La conquête turque et l'établissement de l'empire ottoman (du XIV^{ème} au XVI^{ème} siècles) n'ont pas fondamentalement changé la situation des chrétiens d'Orient. Les Ottomans ont consolidé et généralisé, jusque dans les Balkans, le système des communautés auto-administrées, les « millets », sous la direction de leurs chefs religieux, devenus parfois de véritables dignitaires de l'Empire : c'était le cas du patriarche de Constantinople. Les communautés chrétiennes se sont repliées sur elles-mêmes, isolées des musulmans, sans guère de liens entre elles.

Ces siècles de domination islamique, arabe et turque, ont laissé leur empreinte sur les chrétiens d'Orient, comme chez leurs voisins musulmans. Ils ont pesé et pèsent encore sur leurs rapports réciproques. Les chrétiens se sont trouvés enfermés et protégés à la fois dans

leurs communautés, liées à leurs diverses Eglises : leur identité sociale s'est confondue avec une identité religieuse. Ils ont dû vivre avec un sentiment d'insécurité, plus ou moins accusé, mais toujours présent : ils étaient à la merci du pouvoir, des vicissitudes politiques, parfois des réactions de la population musulmane. Comme toute minorité, ils pouvaient aisément devenir des boucs émissaires. Leur relation au pouvoir restait ambivalente : ils devaient être de loyaux sujets d'un Etat islamique, lui offrir au besoin leurs services, mais ils restaient étrangers à la cité musulmane et traités par elle en inférieurs.

1.3 Union avec Rome, nouvelles scissions des Eglises

Le fractionnement des communautés chrétiennes s'est encore accentué, à partir du XVI^{ème} siècle, par la création d'Eglises unies à Rome, entraînant des scissions dans les Eglises orientales. Pendant plusieurs siècles, les Eglises d'Orient avaient eu peu de contacts avec l'Eglise de Rome, sauf l'épisode brutal des Croisades (XII^e et XIII^e siècles). Des missionnaires catholiques ont pu cependant opérer des conversions parmi les fidèles des Eglises locales. Lors de conflits internes à ces Eglises, certains éléments ont recherché l'appui de Rome et finalement l'union avec l'Eglise catholique. Le développement des relations entre l'Empire ottoman et les puissances chrétiennes a favorisé ces tendances. Ainsi, par une sorte de dédoublement des Eglises traditionnelles, sont nées des Eglises nouvelles qui sont entrées dans la mouvance romaine.

Elles rejoignaient la seule Eglise qui était restée fidèle à Rome et qui échappait par conséquent au processus de scission : l'Eglise maronite apparue au Ve siècle, constituée en patriarcat au VIII^e siècle. Ses liens avec le Saint-Siège –à vrai dire assez lâches- avaient été confirmés au XII^e siècle. Au total, les catholiques d'Orient se sont trouvés, au fil du temps, répartis entre six Eglises :

- l'Eglise maronite ;
- l'Eglise chaldéenne, issue en 1551 de l'Eglise dite nestorienne et devenue assyrienne ;
- l'Eglise syrienne catholique, issue à partir de 1662 de l'Eglise syrienne ;
- l'Eglise grecque catholique, issue en 1724 de l'Eglise grecque orthodoxe ;
- l'Eglise catholique arménienne, issue en 1742 de l'Eglise arménienne ;

- l'Eglise copte catholique, pleinement constituée à la fin du XIXe siècle et issue de l'Eglise copte.

Comme les Eglises antérieures, et parallèlement à elles, ces nouvelles Eglises se sont constituées en patriarcat. Elles ont reconnu l'autorité du Pape et accepté le dogme romain. Mais elles ont conservé leurs rites, leurs liturgies, leurs institutions, y compris le mariage des prêtres (mais non des évêques).

Au cours du XIXe siècle, la présence des missions catholiques de plus en plus nombreuses et le passage au rite latin de certains chrétiens autochtones, ont conduit au rétablissement du patriarcat latin de Jérusalem (1847), qui avait disparu depuis les Croisades. A la même époque, sont arrivées à leur tour des missions protestantes, qui ont fait des adeptes. Ainsi s'est développée, dans l'Empire turc, la diversité confessionnelle qui caractérise aujourd'hui les chrétiens du Moyen-Orient.

Les autorités ottomanes n'ont pas accepté aisément le fractionnement des communautés chrétiennes qui créait des litiges, compliquait leurs administrations et leur faisait redouter des influences étrangères. Elles ont été tentées de soutenir les anciennes Eglises contre les nouvelles, qu'elles ont mis du temps à reconnaître. Il a fallu parfois la pression des puissances occidentales : les chrétiens d'Orient devenaient un enjeu dans la diplomatie des grands Etats européens.

1.4 Le rôle de l'Occident :

L'intervention des puissances occidentales au XIXème siècle et au début du XXème siècle a conduit à la déstabilisation, puis à la ruine de l'Empire ottoman. A suivi, entre les deux guerres mondiales, la domination britannique et française au Moyen-Orient. Il en est résulté des bouleversements qui ont changé la condition des chrétiens, qu'ils en aient été selon les cas des acteurs, des bénéficiaires ou des victimes.

Depuis les « Capitulations », qu'elle avait obtenues au cours du XVIe siècle, la France s'était instituée protectrice des chrétiens de l'Empire ottoman. Mais les autres puissances, surtout la Russie et la Grande-Bretagne, se sont également intéressées au destin de l'Empire ottoman. Mais les autres puissances, surtout la Russie et la Grande-Bretagne, se

sont également intéressées au destin de l'Empire ottoman et au sort des chrétiens : ainsi est apparue la question d'Orient.

Les chrétiens en ont tiré avantage. Ils étaient les partenaires privilégiés des Occidentaux dans l'expansion des échanges. Avec l'appui des missions étrangères, ils ont pu développer leurs institutions et en particulier les établissements d'enseignement, qui leur ont donné accès à une éducation moderne. Ils ont été en bien des cas, les véhicules des idées et de l'influence européennes, grâce au soutien que leur apportaient les puissances. Enfin ils se sont engagés dans un processus d'émancipation.

Les chrétiens de la Grèce et des Balkans ont accédé à l'indépendance : majoritaires sur leurs territoires, leurs communautés sont devenues des nations et se sont constituées en Etats. L'Empire entreprenait des réformes et en 1856 accordait à tous ses sujets l'égalité des droits : le statut de dhimmi se trouvait aboli. Mais en même temps était confirmé le régime des communautés, qui s'étaient multipliées par la reconnaissance des nouvelles Eglises. Les chrétiens recevaient l'égalité, mais gardaient les avantages de leur différence. C'était contradictoire avec le souci d'édifier un Etat moderne. C'était, aux yeux des musulmans, un privilège imposé par l'étranger.

Les rapports des communautés chrétiennes avec les musulmans et avec le pouvoir ne sont pas allés sans troubles. En 1860, les affrontements entre chrétiens et druzes, provoquent un massacre des chrétiens au Liban et en Syrie. L'intervention de la France conduit à l'institution, garantie par un statut international, du territoire autonome du Mont-Liban, à majorité chrétienne et sous l'autorité d'un gouverneur chrétien : c'était le noyau du futur Etat libanais. En 1895, le gouvernement turc, inquiet des revendications arméniennes soutenues par la Russie, encourage les musulmans et surtout les Kurdes à s'attaquer aux Arméniens : entre 100 000 et 200 000 personnes sont massacrées.

A côté de ces antagonismes entre chrétiens et musulmans, s'affirment un nationalisme turc et un nationalisme arabe, qui se veulent modernes et prétendent dépasser les appartenances religieuses. Mais lors de la Première Guerre mondiale, le nationalisme turc frappe les minorités d'Anatolie qui, selon lui, servent l'adversaire et font obstacle à son projet d'Etat-nation : plus de la moitié de la population arménienne est exterminée, le reste déporté ou réfugié dans les autres pays du Moyen Orient ou en Occident. Les communautés

assyriennes, et chaldéennes, ne sont pas épargnées. Après la guerre, les Grecs d'Asie mineure sont pour la plupart expulsés (en partie lors d'un échange de populations).

Le nationalisme arabe s'oppose à la domination turque, mais il s'élève aussi contre l'ingérence étrangère. Une élite chrétienne joue un rôle important dans ce mouvement. Au long du XIXe siècle, des chrétiens de diverses communautés avaient déjà très activement contribué à la renaissance de la pensée arabe (la nahda), à la défense de la langue et de la culture arabe, contre l'Empire turc.

La dislocation de l'Empire ottoman, après 1918, fait surgir une nouvelle géographie politique : les Etats, les minorités, les positions politiques et religieuses, préfigurent déjà ce qu'est devenu le Moyen-Orient aujourd'hui. Les Alliés, pendant la guerre, avaient tout promis à tout le monde, encouragé presque tous les nationalismes : ceux des arabes, des Arméniens, des Assyro-Chaldéens, un moment même des Kurdes. En 1917, la déclaration Balfour avait d'autre part annoncé la création d'un foyer national juif en Palestine. Mais Anglais et Français ont défini les nouvelles frontières selon leurs ambitions respectives, sans beaucoup tenir compte des aspirations qu'ils avaient suscitées. Sur les nouveaux Etats ainsi créés, ils se faisaient donner par la SDN, des mandats (en fait un protectorat), qui perpétuaient expressément le régime des communautés.

La France avait créé le Liban, comme Etat à dominante chrétienne, en s'appuyant sur le particularisme maronite, pour s'opposer au nationalisme syrien, que soutenaient les musulmans libanais. Plus que la Grande-Bretagne, elle jouait sur la division des communautés dont elle étendait le régime aux populations musulmanes : sunnites, chiïtes, druzes, alaouites.

Entre les deux guerres cependant, l'opposition entre chrétiens et musulmans n'a pas été la règle, mais plutôt l'exception. En Egypte, en Syrie, en Palestine, les chrétiens se sont joints aux mouvements nationalistes qui demandaient l'indépendance et qui, dans ce dernier pays, s'opposaient à l'immigration juive. Des personnalités chrétiennes ont figuré au premier plan des nouveaux partis qui agissaient en ce sens, tels le Wafd égyptien ou le Bloc national en Syrie. Plus tardivement, les maronites libanais, ont appuyé à leur tour la revendication d'indépendance et se sont mis d'accord avec les musulmans dans le Pacte national (1943). Ce pacte a défini les bases de l'Etat libanais, tel qu'il existe encore

aujourd'hui, au moins dans son principe.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et après l'abolition des mandats, les minorités chrétiennes semblaient avoir trouvé leur place, dans des États, qui se définissaient comme arabes et qui, depuis 1945, se regroupaient dans la Ligue arabe. Mais l'histoire au Moyen-Orient est souvent tortueuse. Un demi siècle plus tard, la situation des minorités chrétiennes reste compliquée et sans doute moins encourageante qu'on ne l'avait espéré.

2 DES CHRETIENS DISPERSES : L'ETAT DE LA MOSAIQUE

2.1 Les chrétiens d'Irak

La communauté chrétienne de l'Irak est composite. On y rencontre des nestoriens, des nestoriens rattachés à Rome : les chaldéens, des orthodoxes du patriarcat d'Antioche, des orthodoxes rattachés à Rome, des monophysites de l'Eglise syriaque et des monophysites rattachés à Rome ainsi que des Arméniens. Formée de plusieurs communautés religieuses, culturelles et linguistiques, la chrétienté irakienne n'en compose pas moins un peuple aux mêmes habitudes, à la même histoire et aux mêmes épreuves.

Les Assyro-Chaldéens forment une communauté ethno-nationale, linguistique (langue araméenne ou syriaque), culturelle et religieuse (chaldéens unis à Rome, nestoriens, syriaques orthodoxes jacobites, syriaques catholiques, protestants de divers obédiences...) au passé oriental millénaire. Le rite des assyro-chaldéens, fixé par l'école d'Edesse et Théodore de Mopsueste, a conservé la pureté traditionnelle des premières Eglises nées du judaïsme.

On estimait en 1992 le nombre des chrétiens en Irak à 368300 personnes dont 234100 chaldéens, 52600 nestoriens, 33300 syriens catholiques, 22300 jacobites, 15000 arméniens apostoliques, 3500 protestants, 3300 arméniens catholiques, 3100 latins et un peu plus de 1000 coptes. Ces chiffres sont bien évidemment largement contestés voire infirmés par d'autres sources.

Traditionnellement les chrétiens d'Irak, fuyant les persécutions cycliques, se sont toujours réfugiés, en tribus, dans les massifs montagneux situés à l'intersection de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak actuel. Décimé par les Kurdes et les Perses au milieu du XIXème siècle, chassé de ses montagnes par les Turcs en 1815 et massacré par les musulmans irakiens en 1933, le peuple assyro-chaldéen est aujourd'hui disséminé à travers le monde. Il ne connaît plus en cette fin de siècle de massacres organisés mais sa situation reste très difficile.

La reconnaissance discrète du fait chrétien par le régime laïc baasiste² n'a pas empêché tout au long des années 60 et 70 ces populations de quitter les zones du Kurdistan en butte aux attaques incessantes des Kurdes et de chercher à se réfugier dans les grandes villes de

² La Constitution provisoire irakienne du 16 juillet 1970 stipule que l'Etat garantit la liberté de religion, d'expression et d'opinion et toute discrimination raciale, religieuse ou linguistique est prohibée. In YACOUB Joseph. Au nom de Dieu !. Editions JC Lattès, 2002, pages 93-94.

l'Irak soit de Mossoul, soit de Bagdad. Ainsi le christianisme assyro-chaldéen rural a-t-il disparu.

La guerre avec l'Iran, puis la guerre du Golfe, en entraînant l'accroissement de la misère de ces populations, devaient ouvrir une nouvelle étape pour elles, à savoir celle d'une émigration économique en direction du monde occidental. Cette émigration qui n'est pas due à une persécution politique directe, mais plutôt à une précarisation de la place des chrétiens au sein d'un pays musulman sous embargo, pose aujourd'hui la question du défi de la survie de cette communauté venue de la plus lointaine antiquité chrétienne.

Les autorités religieuses chrétiennes d'Irak considèrent que l'émigration n'est pas une solution, d'une part elle génère une grande misère et une ruine pour la plupart de ces assyro-chaldéens qui émigrent dans des conditions souvent lamentables et en même temps, elle porte un coup mortel au rayonnement chrétien en terre d'Orient.

2.1.1 Les Chaldéens

Force vive de la chrétienté irakienne, la communauté, qui garde des liens liturgiques avec l'Eglise du Malabar, au sud-ouest de l'Inde et à Sumatra, est ainsi représentée en Iran (15000), au Liban (5000), en Turquie (2000), en Egypte, en Syrie et en Terre Sainte, aux Etats-Unis (70000), en Australie (10000) et au Canada (15000), en France (14000), en Angleterre (2000), en Belgique (2000), en Suède (2000), en Allemagne (1500), en Suisse et en Autriche.

Le diocèse patriarcal de Bagdad est le plus important des diocèses irakiens principalement situés au nord du pays.

Mgr Raphaël Bidawid, Patriarche des chaldéens de Babylone depuis novembre 1989, est le responsable d'une communauté traumatisée qui s'affaiblit de plus en plus par les exodes successifs. Sa position vis-à-vis du pouvoir baasiste reste particulièrement difficile à cerner mais des liens existent assurément.

2.1.2 Nestoriens

La première Eglise indépendante, parfois appelée Eglise syrienne orientale ou assyrienne, qui possède son chef, le catholicos, depuis sa séparation avec Antioche au Vème siècle, ne ressemble plus en rien à l'extraordinaire communauté missionnaire des premiers temps qui a évangélisé la Chine, les Indes, le Tibet et l'Asie centrale. Le Patriarcat orthodoxe de

Babylone pour les Nestoriens, reconnu par un bérat d'investiture de 1844, comptait environ 200000 personnes au début du siècle, ,principalement localisées dans les montagnes par opposition aux catholiques des plaines. Aujourd'hui la population serait de 52000.

Depuis 1964 et l'introduction d'une réforme du calendrier par le patriarche Mar Shimoun XXIII, la communauté nestorienne connaît un schisme douloureux. Deux chefs spirituels dirigent de fait la communauté, SS Mar Denkha IV, dont la résidence officielle est à Téhéran, et Mar Addaï dont la résidence se trouve à Bagdad.

Comme toutes les Eglises étudiées, la diaspora est très importante, en Turquie, en Syrie, d'une façon infime en Egypte et surtout aux Etats-Unis.

Les syriens catholiques (33300), les jacobites (22000) et les arméniens apostoliques (15000) composent la majeure partie du reste du paysage chrétien irakien.

2.2 Les chrétiens de Syrie

La Syrie propose une mosaïque de religions rare dans un Proche-Orient chrétien où, en général, une communauté domine largement le paysage national comme les coptes en Egypte et les maronites au Liban.

Dans l'ombre de Constantinople, le paysage chrétien s'est figé dans une large prédominance de la communauté melkite qui perdure encore aujourd'hui. L'Eglise melkite, qui est répandue dans tout le Proche-Orient, n'est pas à proprement parler une Eglise nationale syrienne mais elle représente, toutes confessions confondues, une large majorité.

Comme en Egypte, l'histoire contemporaine des chrétiens syriens est marquée par leur apparition dans le monde politique et dans les luttes nationales à la fin du XIXème et au début du XXème siècle pour affirmer leur arabité. Mais comme dans la lutte d'indépendance égyptienne, la forte implication des chrétiens en Syrie restera sans suite.

Présents dans le domaine culturel et éducatif, à défaut de maîtriser la gestion politique du pays, les chrétiens de Syrie s'opposeront de manière ferme au gouvernement en 1967 en fermant d'autorité leurs écoles à la suite de dispositions visant à empêcher les communautés de gérer leurs établissements scolaires en y imposant un directeur laïc.

Officiellement Etat musulman jusqu'en 1973, la Syrie n'impose plus d'obligation en matière religieuse depuis la Constitution de 1973, plus laïque. Seule exception notable, le

chef de l'Etat doit être de confession musulmane.

L'ampleur socio-culturelle des chrétiens de Syrie les place aux premiers rangs des communautés chrétiennes du Proche-Orient, comme peut en témoigner la vitalité des trois patriarchats situés à Damas, le grec catholique, le grec orthodoxe et le syriaque orthodoxe. Pourtant, si l'on se penche sur l'évolution des estimations de la population chrétienne de Syrie, l'espoir n'est pas de mise. A l'époque contemporaine, la chute démographique de la population chrétienne semble inéluctable et l'une des inquiétudes des chrétiens de Syrie résulte de la place de plus en plus restreinte qu'ils occupent dans la population syrienne.

La situation, dans la dernière partie du siècle, ne s'est guère améliorée en effet et actuellement les chrétiens représentent moins de 8% de la population syrienne³, toutes communautés confondues, avec un total de 847400 personnes dont 483300 grecs orthodoxes, 107400 grecs catholiques, 107400 arméniens apostoliques, 85900 jacobites, 26900 maronites, 23600 arméniens catholiques, 21500 syriens catholiques, 19300 protestants, 16700 nestoriens, 10700 latins et 6400 chaldéens. A noter que la communauté copte est pratiquement absente du paysage syrien.

Comment expliquer cette baisse continue de la population chrétienne ?

L'aspiration à une vie meilleure, l'instabilité politique et le marasme économique qui furent jusqu'à la fin des années 60 caractéristiques de la Syrie, le sentiment vague, mais erroné, qu'éprouvent certains de n'être pas tout à fait chez eux dans un pays à majorité musulmane, sont les principales raisons de l'émigration.

Cette diminution s'explique aussi par leur natalité plus faible que celle des musulmans.

Il n'est pas facile de prévoir l'évolution de ce mouvement, si important pour la situation des Eglises. Une grave crise politique et sociale, aux effets inévitables sur les chrétiens, provoquerait à coup sûr de nouveaux départs qui priveraient plus encore les communautés d'une partie de leurs éléments les plus dynamiques et les mieux formés ; ils risqueraient, à la limite, de mettre en cause le statut qualitatif assez brillant maintenu jusqu'alors.

Même si plusieurs communautés chrétiennes ont une implantation géographique relativement précise, en Syrie, les chrétiens, contrairement à d'autres groupes sociaux, comme les Alaouites ou les Druzes, ne disposent pas d'un « berceau d'origine », zone d'accueil éventuel. Ils se trouvent généralement intégrés à l'ensemble de la population, d'autant plus que leur urbanisation et l'accès de leurs enfants à l'enseignement secondaire

s'affirment davantage que pour d'autres communautés ; si le poids régional qu'ils détenaient ici ou là (Alep, le Nord-Est) s'est atténué, leur nombre s'est renforcé, mais de façon diffuse, dans les villes les plus sunnites (Damas, Homs, Hama), et leur cohabitation avec l'islam s'est généralisé.

Leur présence aux sommets du pouvoir politique est devenue pratiquement nulle⁴, mais leur influence demeure très supérieure à leur part quantitative dans la population du pays. L'élite chrétienne détient des positions souvent fortes dans l'industrie et le commerce (surtout en tant que cadres et techniciens), dans la haute administration, dans les professions libérales et intellectuelles.

En revanche, deux couches de la population chrétienne éprouvent de grandes difficultés et posent de sérieux problèmes aux Eglises : à la suite de l'exode rural, le « tissu chrétien » dans certaines campagnes s'est gravement fragilisé, en revanche une partie de ces familles venues de loin s'entasse dans les banlieues pauvres des villes, où, privées de leurs structures communautaires traditionnelles, elles souffrent et maintiennent péniblement leur identité.

Le problème chrétien syrien comme dans beaucoup de ces communautés du Proche-Orient est représenté par les dangers d'une émigration sauvage. Les responsables religieux sont partagés entre l'angoisse de l'émigration et l'espoir d'une coexistence islamo-chrétienne.

Le danger de l'émigration semble cependant moins préoccupant pour la communauté syrienne chrétienne qu'au sud du Liban où la situation ne cesse d'inquiéter les hiérarchies locales. En perpétuel et incertain équilibre pour conserver une relation convenable avec le pouvoir civil sans risquer la collusion, pour développer l'œcuménisme sans tomber dans l'assimilation et pour se préserver de l'islam, tout en le respectant, les chrétiens de Syrie sont sur la bonne voie pour perpétuer le témoignage du Christ au Proche-Orient.

Dans peu de pays autant qu'en Syrie, la situation des chrétiens se trouve profondément marquée par l'héritage de l'histoire, religieuse et politique, tant des premiers siècles que de la période contemporaine :

- l'appartenance de la Syrie à l'Empire byzantin, de culture grecque ;
- les schismes, d'origine théologique mais aussi politique, au Vème siècle : le nestorianisme, le monophysisme ; en sont issues les Eglises dites nestoriennes

³ BILLILOUD Jean-Michel. Histoire des chrétiens d'Orient. Editions L'Harmattan, 1995, page 179.

⁴ A la fin des années 90, la Syrie ne comptait que deux ministres chrétiens sur 36 et 24 députés chrétiens sur 250. In LORIEUX Claude. Chrétiens d'Orient en terres d'islam. Editions Perrin, 2001, page 141.

- (assyriennes) et jacobites (syriaques) ;
- le grand schisme de 1054 entre l'Orient et l'Occident, séparant désormais les Eglises « catholique », centrée autour du pape de Rome, et « orthodoxe », en dépendance du patriarche de Constantinople ;
 - l'influence des chrétiens d'Orient, surtout aux temps de croisades (XIème-XIIIème siècles), puis des Capitulations ; la venue d'ordres missionnaires latins aboutit à l'union à Rome d'une partie des Eglises orthodoxes d'Orient : ainsi se forment l'Eglise grecque catholique (melkite) et l'Eglise syriaque catholique au XVIIIème siècle ; les Eglises latines de Syrie prennent un nouvel essor ; des Eglises protestantes apparaissent (XVIIIème-XIXème siècles) ;
 - la guerre de 1914-1918 : à la suite des massacres de chrétiens par les Turcs en Asie Mineure, des migrations renforcent en Syrie les Eglises arméniennes, syriaques et chaldéennes.

2.2.1 Grecs orthodoxes/ melkites orthodoxes

Les grecs orthodoxes représentent plus de la moitié de la communauté chrétienne de Syrie et restent incontestablement les interlocuteurs presque naturels des pouvoirs civils.

Cette communauté, la plus profondément enracinée dans le milieu syrien, a été nourrie des cultures araméenne et grecque au cours des premiers siècles du christianisme, mais s'est fortement imprégnée de culture arabe, à partir de la conquête musulmane. Elle a adopté le rite byzantin au XIème siècle ; le grec et surtout l'arabe forment ses langues liturgiques.

La communauté melkite de Syrie possède un prestige important tant par le nombre de ses fidèles que par l'influence de son patriarche qui, tout en résidant à Damas depuis 1322, possède le titre de Patriarche Melkite orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient et domine 21 éparchies.

L'archidiocèse de Damas, dirigé par le patriarche Ignace IV Hazim, personnalité forte et courageuse qui exerce un grand rayonnement, rassemble près de la moitié de la totalité des grecs orthodoxes en Syrie. Le « Patriarcat orthodoxe grec d'Antioche et de tout l'Orient » a également autorité depuis Damas sur plusieurs évêchés au Liban.

Très présente et bien intégrée dans la société syrienne, la communauté propose quelques unes des plus belles réussites professionnelles ou politiques d'un chrétien du Proche-Orient. Michel Aflak, leader du parti Baas, Antoun Saadé du parti populaire syrien ou

Georges Habbache, fondateur du Mouvement des nationalistes arabes, sont les exemples les plus fréquemment cités mais ils ne sont en aucun cas des figures représentatives de la communauté. Si cette dernière est parvenue à sauvegarder une place refusée dans les autres pays musulmans, c'est grâce au pouvoir de sa haute administration dans l'appareil politique officiel de l'Etat syrien et par son influence dans les milieux universitaires.

En contrepartie, la communauté, au sens religieux du terme, souffre cruellement d'un manque de renouvellement de ses cadres.

La diaspora, encadrée d'évêques nommés par le patriarche est très présente en Amérique du Nord et en Amérique du sud.

2.2.2 Grecs catholiques/ melkites catholiques

Formant environ 13% de la population chrétienne syrienne et comptant un peu plus de 100000 fidèles, la communauté grecque catholique est partagée en quatre éparchies (Alep, Bosra et Hauran, Homs-Hama-Yabroud et Lattaquieh) mais si son centre vital se trouve en Syrie, sa diaspora est extrêmement importante. Les grecs catholiques sont ainsi dispersés entre le patriarcat d'Antioche, le patriarcat de Jérusalem (Israël 35000, Jordanie 25000) et le patriarcat d'Alexandrie (Egypte et Soudan 10000) mais également dans les autres continents, en Australie (5000), aux Etats-Unis (75000), au Mexique (20000), au Venezuela (10000), en Argentine (115000), en Italie, en Belgique, au Canada (25000), au Brésil (250000) et bien sûr en France.

Le « Patriarche grec catholique d'Antioche et de tout l'Orient, Alexandrie et Jérusalem », S.B. Maximos V Hakim, d'origine libanaise, à la tête de l'Eglise grecque catholique depuis 25 ans a lui aussi son siège à Damas. Il dirige la seconde communauté chrétienne de Syrie et sillonne le monde entier à l'écoute de la diaspora pour réaffirmer l'unité de sa communauté.

Forte de cette diaspora, la communauté est également dynamisée « de l'intérieur » par ses nombreux ordres religieux.

Très citadine, la population melkite catholique compte de nombreux représentants dans les professions libérales et dans la classe moyenne en Syrie, qui n'est pas, il faut le souligner, le pays qui compte le plus de fidèles.

2.2.3 L'Eglise jacobite ou syriaque orthodoxe

Originaires de Syrie et conservant le syriaque, une forme dérivée de l'araméen, comme langue liturgique, les fidèles de la foi jacobite sont nés, comme les coptes égyptiens, de l'opposition au dogme de Chalcédoine au Vème siècle. Le terme de « jacobites », longtemps utilisé par leurs adversaires, n'est plus guère repris aujourd'hui.

Ils ont subi, au cours de l'histoire et encore au XXème siècle, des moments très douloureux car beaucoup de leurs frères de Turquie, présents traditionnellement au sud-est de l'Anatolie, dans la région de Mardin, rudement pourchassés par les Turcs et les Kurdes pendant la première guerre mondiale ont dû fuir en Syrie, vers la Djézireh, le bassin de l'Euphrate et les régions d'Alep, de Homs et de Damas.

Les syriaques orthodoxes représentent environ 11% de la totalité de la population chrétienne de Syrie avec des chiffres avoisinant les 90000 personnes, dirigées par le patriarche Ignatius Zakka Ier Iwaski.

Le patriarche actuel demeure à Damas en Syrie depuis 1959, tout en gardant le titre de « Patriarcat orthodoxe syrien d'Antioche et de tout l'Orient ». Le siège patriarcal veille sur douze éparchies dans le monde dont quatre en Syrie, à Damas, Homs, Alep et Hassaké. Les fidèles, outre la Syrie, sont également dispersés entre la Turquie, le Liban et l'Irak (200000 personnes au Proche-Orient) et beaucoup moins en Amérique du Sud (50000), aux Etats-Unis (50000) et en Europe (50000).

L'Eglise utilise le rite antiochien, le syriaque et l'arabe comme langues liturgiques.

D'origine traditionnellement rurale, la communauté s'intègre de plus en plus à la vie civile syrienne en offrant parfois un de ses membres au gouvernement et à la haute administration.

Particulièrement vigilant sur les risques que font peser l'émigration sur sa communauté, le patriarche Ignace Zakka 1^{er} Iwaski tente de réveiller le monachisme jacobite et soutient les relations soutenues entre les syriaques orthodoxes et les coptes orthodoxes, en particulier dans la formation des jeunes clercs.

2.2.4 Les syriaques catholiques

L'Eglise syriaque catholique est parfois également appelée l'Eglise syrienne catholique, en référence à sa légitimité nationale et à la force de ses traditions ancestrales, et parfois Eglise antiochienne syriaque catholique pour rappeler que la communauté est née du patriarcat d'Antioche qui s'est rapproché de Rome au XVIIIème siècle, en 1783.

La communauté syriaque catholique représente environ 3% de la population chrétienne syrienne, d'origine rurale et très peu présente dans le monde de l'artisanat.

Le patriarche syriaque catholique S.B. Ignace Antoine II Hayek réside à Charfé, près de Beyrouth, au Liban d'où il dirige l'archevêché de Damas, l'évêché de Homs, l'archevêché de Hassaké et l'évêché d'Alep.

L'Irak, où elle compte un évêché à Mossoul et un archevêché à Bagdad, l'Égypte, la Turquie mais aussi l'Inde, la Suède, la France, l'Allemagne et le continent américain accueillent en grande partie le peuple d'une Église qui rencontre des difficultés à subsister au Proche-Orient.

2.2.5 Les Arméniens catholiques

Les Arméniens catholiques, unis à Rome au XVIII^{ème} siècle, sont pratiquement aussi nombreux que les maronites et les syriaques catholiques en Syrie. Pour l'essentiel, ils proviennent des persécutions effroyables subies en Turquie à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles, et surtout au cours de la première guerre mondiale. Loyaux citoyens syriens, ils n'oublient pas la « mère-patrie » arménienne.

Dominée par l'archevêché d'Alep et l'exarchat patriarcal de Damas, la communauté arménienne, très fortement arabisée, brille dans son rôle éducatif et propose à la population chrétienne et musulmane des collèges prestigieux à Damas et à Alep.

Elle dépend du patriarcat de Beyrouth et de son chef, Jean Pierre XVIII Kasparian, patriarche de Cilicie des Arméniens.

2.2.6 Les Arméniens orthodoxes

Plus nombreux que les catholiques, les orthodoxes ont trois évêques, ceux d'Alep et de la Djézireh relevant du « Catholicos » de Sis (en Cilicie, Turquie), replié après la première guerre mondiale à Antelias près de Beyrouth, celui de Damas se rattachant au « Catholicos » d'Etchmiadzine en Arménie même. Le nouveau Catholicos d'Etchmiadzine, élu en 1995, Karekine 1^{er}, né en Syrie, occupait auparavant le siège d'Antelias : en sa personne, les deux branches de l'Église arménienne orthodoxe se retrouvent donc reliées. Un certain rapprochement s'ébauche également avec l'Église catholique.

2.2.7 Les latins

Au temps des Croisades, leur présence n'avait duré que quelques décennies : leur retour a

été favorisé par les « Capitulations » à partir du XVIème siècle et par la venue de missionnaires plus nombreux au XIXème siècle.

Les latins orientaux sont aujourd'hui présents en Syrie au nombre d'une dizaine de milliers de fidèles et dépendent du patriarcat de Jérusalem et de son chef Michel Sabbagh.

2.2.8 Les maronites

Apparus en Syrie, mais ayant pour la plupart émigré vers la Montagne libanaise aux VIIIème et IXème siècles, ils ne forment plus, dans leur pays d'origine, qu'une minorité, présente à hauteur de 3% à 4% de l'ensemble de la communauté chrétienne de Syrie et répartie en trois diocèses : Alep, Lattaquié-Tartous et Damas. Les maronites sont sous l'autorité du « Patriarche d'Antioche des maronites », actuellement S.B. Nasrallah Pierre Sfeir qui ne réside pas en Syrie mais à Bkeké, près de Beyrouth, au Liban.

L'Eglise s'est déclarée catholique au moins depuis le XIIème siècle. Dans son rite subsiste pour l'essentiel le rite antiochien tandis que le syriaque et l'arabe forment ses langues liturgiques. Elle déploie de vigoureuses activités sociales et caritatives grâce à plusieurs communautés religieuses, mais ne dispose guère actuellement de moyens d'expression en Syrie et sa visibilité demeure assez faible.

2.2.9 Les assyriens / Eglise nestorienne

Nestoriens, ils ont rompu avec l'Eglise de Rome au Vème siècle, au concile d'Ephèse. Ils forment, en Syrie et au Liban, l'une des branches d'une communauté centrée essentiellement, depuis très longtemps, dans l'Irak et l'Iran d'aujourd'hui et ses hiérarchies demeurent établies à Bagdad et Téhéran.

En Syrie, la majorité de ses membres est composée de réfugiés d'Irak, installés avec l'aide de l'administration du mandat français, dans le nord-est, en Djézireh et dans la haute vallée du Khabur. Plus récemment, les troubles dans le Kurdistan irakien, la guerre entre l'Irak et l'Iran, la « guerre du Golfe », ont provoqué un nouveau flux en provenance d'Irak. Une partie de la communauté s'est installée dans des villes syriennes : Deir-ez-Zor, Alep, Damas.

Cette Eglise, de rite chaldéen et de langues syriaque et arabe, éprouve des difficultés à s'intégrer en Syrie : depuis quelques décennies, se dessine un courant d'émigration vers l'Occident.

2.2.10 Les chaldéens

Nestoriens depuis le concile d'Ephèse, eux aussi, ils ont rejoint l'Eglise catholique au XVIème siècle et ont alors pris le nom de chaldéens.

Sa liturgie, de rite « chaldéen », utilise principalement la langue syriaque.

Les chaldéens, dont le patriarche (« Patriarche de Babylone des Chaldéens ») réside à Bagdad en Irak, sont très peu nombreux en Syrie et sont principalement composés d'émigrés de Turquie et d'Irak. Ils méritent une attention particulière par la vitalité de leur communauté en particulier dans le domaine économique. C'est Alep qui accueille le seul diocèse chaldéen de Syrie. Le titulaire de l'éparchie d'Alep (actuellement Mgr Audo, jésuite) a toujours été irakien, ce qui a entraîné une certaine difficulté d'intégration pour la communauté dans un pays qui la connaît à peine.

2.2.11 Les protestants

Présente dans le pays depuis deux cents ans avec les missionnaires presbytériens des Etats-Unis (« l'American Board ») puis congrégationistes, anglicans et luthériens, la communauté compte en Syrie une trentaine de pasteurs pour une population de quelques milliers de fidèles implantés surtout dans les régions d'Alep, de Homs, de la Djézireh et de Damas. Il est également à noter que la communauté arménienne compte un petit nombre de protestants.

Farès al-Khoury, grande figure du Mouvement national syrien et seul chrétien ayant accédé à la charge de Premier ministre, en 1944 puis en 1956, était protestant.

2.3 La mosaïque libanaise

Eglise perdue au milieu de la foi musulmane, la communauté chrétienne libanaise a échappé au système de la dhimmitude instauré officiellement ou plus sournoisement par les autres pays du Proche-Orient depuis l'arrivée des musulmans. Autre particularité du pays, une communauté chrétienne intimement liée à l'évolution et à l'histoire de son pays domine toutes les autres Eglises.

La communauté maronite est au Liban chrétien ce que l'Eglise copte est au christianisme égyptien. Avec plus encore de répercussions politiques prenant souvent le pas sur le religieux.

Il existe au Proche-Orient une exception maronite qui est aussi une exception libanaise. C'est la seule communauté qui joue, en tant que telle, un rôle important dans la vie politique. Elle a occupé une position dominante dans un Etat qui seul a été, pour un temps majoritairement chrétien. Mais les chrétiens sont à présent en minorité.

Invoquant leur prédominance démographique, les chrétiens et plus spécialement les maronites, vont longtemps prétendre aux fonctions éminentes de la direction du pays.

En 1922, les chrétiens représentaient 55% de la population libanaise, les maronites 33%.

En 1943, à l'époque du pacte national fondateur de l'Etat libanais, la communauté chrétienne compte 551400 personnes pour 495000 musulmans de diverses confessions et peut imposer son autorité politique, mais au tournant des années 1970, l'exode et la plus faible natalité ont inversé la tendance.

Le délabrement de la sécurité, puis de l'économie et enfin des structures sociales et des solidarités communautaires elles-mêmes qui jalonna quinze années de guerre civile fut un puissant facteur de l'émigration libanaise et des chrétiens tout particulièrement. Sur les 700000 Libanais qui quittèrent le pays de 1975 à 1989, la dernière année de la guerre, une bonne moitié étaient des chrétiens.

Aujourd'hui les chrétiens ont perdu leur leadership démographique dans le pays avec un peu moins de 41% de la population et doivent se résigner à une position minoritaire. La masse chrétienne du Liban reste cependant trop importante pour se sentir réellement menacée dans son existence, même si les conditions politiques de sa cohabitation avec ce qui est désormais une majorité musulmane ont changé depuis l'occupation syrienne et la nouvelle répartition des sièges au Parlement établie par les accords de Taëf (1989) qui ont réalisé la parité entre chrétiens et musulmans⁵.

Les maronites représentent la moitié de la population chrétienne et les autres communautés, grecque orthodoxe (11%), grecque catholique (5,5%) et arménienne (4,5%) ne sont pas à proprement parler des Eglises nationales libanaises mais forment plutôt la première diaspora des communautés persécutées dans un passé proche, venues de Turquie après les traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923), d'Irak après l'indépendance (1930) et de Syrie au départ des troupes françaises (1946).

Actuellement, avec les quatre confessions musulmanes (sunnite, chiite, druze, alaouite) et

⁵ PLANHOL Xavier de. Minorités en Islam, géographie politique et sociale, Paris, Editions Flammarion, 1997, page 345

la communauté juive coexistent au moins treize Eglises chrétiennes : maronite, grecque catholique, syriaque catholique, chaldéenne, arménienne catholique, latine, grecque orthodoxe, arménienne grégorienne, syrienne orthodoxe, nestorienne, arménienne évangélique, baptiste et celle du synode évangélique.

2.3.1 Les maronites

En 1992, la population maronite a été estimée à environ 537000 personnes réparties dans neuf diocèses, à savoir le diocèse patriarcal à la tête duquel on retrouve le patriarche Mgr Nasrallah Boutros Sfeir, celui de Beyrouth, de Tripoli, de Sarba, de Jounieh, de Chypre, de Saïda, de Tyr et de Terre Sainte et de Baalbeck et Zahlé.

Cependant les maronites sont également dispersés sur tous les continents.

Il existe en outre une importante diaspora, bien supérieure en nombre à la communauté maronite du Liban.

Au Proche-Orient, ils sont présents en Syrie, leur terre originelle, avec le diocèse d'Alep, le diocèse de Lattaquié et le vicariat de Damas, et en Terre Sainte avec 7 paroisses. Aux Etats-Unis et au Brésil, la diaspora compte plus d'un million de fidèles. Plus d'un million de maronites sont dispersés entre l'Argentine, l'Australie, l'Equateur, le Venezuela, l'Uruguay et la Colombie, témoignant de facultés d'adaptation peu communes. En Europe, c'est la France qui compte le plus de représentants, avec environ 50000 personnes. La totalité de la diaspora, selon des estimations maronites, représenterait plus de 4 millions de personnes.

Les maronites suivent une variante du rite syriaque d'Antioche modifié par quelques ajouts latins et ont comme langue liturgique le syriaque et, de plus en plus, l'arabe.

2.3.2 Grecs orthodoxes

La communauté se réclamant de l'Eglise d'Antioche et de tout l'Orient possède son siège à Damas depuis 1342. Aujourd'hui, l'Eglise grecque orthodoxe compte au Liban 322500 fidèles répartis dans les diocèses de Beyrouth, Tripoli, Zahlé et Forzol, Saïda et Dayr-el Qamar, Tyr, Baalbeck et Marja'ioun et Baniyas.

2.3.3 Grecs catholiques

Dirigés par S.B. Maximos V Hakim depuis le siège du patriarcat installé à Damas, les grecs catholiques sont actuellement plus de 280000 au Liban, ce qui en fait la

représentation la plus importante du Proche-Orient.

Tout comme la communauté grecque orthodoxe, la communauté grecque catholique est largement représentée dans la classe intellectuelle et la bourgeoisie d'affaires, cherchant à perpétuer l'avantage d'une position élevée, plus que de jouer la carte du nombre.

2.3.4 Les Arméniens apostoliques

Forte de 200000 personnes au Liban, la communauté arménienne est née en grande partie des massacres du début du siècle en Anatolie et en Cilicie et des réfugiés du Sandjak d'Alexandrette. Le centre principal se trouve à Beyrouth, son unique diocèse. A noter que le siège du patriarcat dirigé par le catholicos Karakin II Sarkisian se trouve à Antélias.

2.3.5 Les autres communautés chrétiennes

Les autres communautés chrétiennes libanaises sont nées des exodes du siècle : les jacobites comptent moins de 20000 personnes dans les diocèses de Beyrouth et du Mont-Liban et de Tripoli. Les syriens catholiques possèdent le siège de leur patriarche à Beyrouth et sont représentés par environ 21000 fidèles dans leur unique diocèse libanais. Le catholicos nestorien a nommé en 1969 un évêque pour le Liban qui a autorité sur quatre paroisses et une population de 5000 à 10000 personnes. Les quelques 5400 chaldéens qui dépendent du patriarche de Bagdad sont principalement répartis depuis 1957 dans un diocèse de quatre paroisses autour de Beyrouth et, de ce fait, ont particulièrement souffert des conséquences dramatiques de la guerre. Les 21500 arméniens catholiques sont représentés par un patriarche à Beyrouth qui dirige l'unique diocèse libanais avec son vicaire patriarcal. Les latins enfin sont peu nombreux dans leur unique diocèse de Beyrouth. L'Eglise évangélique baptiste comprend 13 paroisses dont plus de la moitié à Beyrouth et au Mont-Liban, l'Eglise évangélique arménienne comprend 7 paroisses et l'Eglise du synode évangélique national compte plus de 25 paroisses. Une dizaine d'autres communautés réformées de faible population complètent ce paysage.

2.4 Les chrétiens de la « terre sainte »

Les chrétiens de la « Terre Sainte » représentent en ce début de XXIème siècle environ 180000 personnes (120000 en Israël et 60000 dans les territoires palestiniens), soit à peine 2% de la population totale.

Les chiffres ne cessent de baisser mais les chrétiens grecs, orthodoxes et catholiques, sont incontestablement les mieux représentés en nombre sur la Terre Sainte et peut-être les mieux enracinés tant géographiquement que culturellement. Principalement originaires de Galilée et de Judée, ils composent le cœur de cette chrétienté de Palestine fortement impliquée dans les luttes temporelles.

La communauté grecque orthodoxe est la plus fortement hellénisée. Rattachée à Constantinople, de rite byzantin, elle compte plus de 70000 fidèles répartis à peu près également entre Israël et les Territoires occupés.

Composée de moins de 50000 personnes principalement situées en Israël, la communauté grecque catholique s'est séparée du rameau originel orthodoxe pour se rapprocher de Rome en 1724. Elle reste sous l'autorité du patriarche S.B. Maximos V Hakim, patriarche d'Antioche et de tout l'Orient, d'Alexandrie et de Jérusalem. Depuis 1836, un vicariat patriarcal veille sur les fidèles de Galilée à Jérusalem.

Fondé par les croisés en 1099, le patriarcat latin compte de nos jours près de 30000 fidèles. Nommé symboliquement en pleine intifada par Jean-Paul II en 1987, Monseigneur Michel Sabbah est le premier patriarche palestinien titulaire à Jérusalem. Le diocèse comprend la Palestine, la Jordanie et l'île de Chypre.

La population maronite ne semble guère dépasser 5000 personnes dans lme pays, localisées dans les villages du nord de la Galilée.

Du côté des Eglises non-chalcédoniennes, les effectifs n'atteignent pas 10000 fidèles, tant pour les coptes orthodoxes (3000) que pour les arméniens orthodoxes (4000) et les jacobites (2400).

Les autres communautés, même si elles sont présentes de façon importante par leurs hiérarchies, ne comptent que quelques centaines de fidèles comme les arméniens catholiques, les coptes catholiques et les éthiopiens.

Plus nombreuses sont les communautés issues de la Réforme, qui ont su progresser au détriment des Eglises autochtones dans un foyer privilégié de l'influence britannique. Aujourd'hui, les protestants sont un peu plus de 8000, partagés à peu près également entre anglicans et luthériens.

2.5 Les chrétiens de Jordanie

Les chrétiens de Jordanie représentent 4% de la population du pays et se répartissent en neuf communautés confessionnelles autonomes.

On peut chiffrer la présence chrétienne à environ 137000 personnes en Jordanie dont 75200 grecs orthodoxes, 32000 latins relevant du patriarcat de Jérusalem, 20400 grecs catholiques ou melkites, 4100 protestants, 3200 arméniens apostoliques, 2000 jacobites, 1100 coptes de tous rites, et 400 arméniens catholiques.

Il y eut en Jordanie des chrétiens nomades ; il n'y en a plus. Ceux d'aujourd'hui résident en ville : à Amman, et aussi à Kérak, Madaba, Saft, Ajloun où ils aspirent à se fondre dans la société musulmane majoritaire, sans préjudice de leur attachement au groupe religieux et tribal d'origine.

Comme ailleurs au Proche-Orient, l'influence économique et socio-culturelle des chrétiens dépasse largement leur poids démographique. Bien que l'émergence dans les années 80 des partis fondamentalistes musulmans et en particulier des « Frères de Jordanie » vient sérieusement inquiéter les communautés chrétiennes, la menace principale pour les chrétiens de Jordanie ne vient pas de l'islam mais de la désaffection des églises qui n'attirent plus que 35% des fidèles.

2.6 Les chrétiens d'Egypte

2.6.1 Les coptes

L'Eglise copte regroupe, tous rites confondus (orthodoxe, catholique et protestant) et selon une extrapolation du recensement de 1986, un peu plus de trois millions de fidèles, soit près de 6% de la population égyptienne⁶. Les coptes représentent ainsi la minorité chrétienne la plus nombreuse du Proche-Orient : un chrétien d'Orient sur deux sont coptes. Le mot copte vient de l'un des noms pharaoniques de l'Egypte qui a été successivement emprunté par le grec et l'arabe : « Het Ka Ptah » (en égyptien) a donné en grec « aiguptios », signifiant égyptien, transcrit ensuite en arabe par « qubti » d'où le mot

⁶ Le patriarcat a réfuté ces chiffres dans une étude parallèle et revendique près de six millions de fidèles.

copte. De nos jours la dénomination de copte, toutes confessions confondues, désigne une communauté, une langue, un rite liturgique et un art.

Les coptes d’Egypte sont principalement installés dans les provinces de la Haute-Egypte (Assiout, Sohars et Minya) qui regroupent 60% de la population copte et où ils représentent 20% de la population totale de cette partie du pays, au Caire (25%) et à Alexandrie (6%). Il existe par ailleurs une importante diaspora, estimée à 500000 personnes, établie au Liban, aux Etats-Unis, au Canada, en Europe et en Australie.

Née sous le règne de Néron, la chrétienté d’Egypte a vécu bien des tourments avant de profiter de l’édit de tolérance de l’an 313 . Saint Marc, son fondateur, subit le martyre, en 68, à Alexandrie. Cependant la naissance d’une Eglise copte autonome se situe dans les années 431-451, entre le concile d’Ephèse et celui de Chalcédoine, sur fond de rivalité entre les deux sièges épiscopaux de Constantinople et d’Alexandrie. L’Eglise de Saint Marc prit progressivement une coloration nationale égyptienne. Elle la conserva tout au long de son histoire bimillénaire, jusqu’au renouveau qu’elle a connu sous le pontificat de trois patriarches, Cyril IV au XIXème siècle, puis Cyril VI et Chenouda III au XX ème siècle. Malgré le passage des siècles, elle a aussi conservé plusieurs traces de l’Egypte des pharaons : essentiellement la croix ansée, symbole de vie, et la langue copte, toujours utilisée dans la liturgie.

A l’époque contemporaine, les coptes ont pris activement part à la modernisation entreprise par les souverains égyptiens, sous l’influence française et anglaise. Leurs élites se sont tournées vers l’Europe, ont formé une bourgeoisie et ont occupé des postes importants dans l’administration. Ils se sont également activement engagés dans le mouvement nationaliste, notamment dans le parti Wafd, qui a joué le principal rôle dans la lutte pour l’indépendance. Ainsi, l’un des principaux leaders politiques coptes, Makram Ebeid, devint le secrétaire général du Wafd. Tous les coptes ne furent pourtant pas anti-britanniques : Boutros Ghali Pacha, nommé premier ministre en 1908, fut l’homme politique le plus en vue pendant le protectorat britannique. Il mourut, assassiné par un musulman, le 20 février 1920⁷.

Le régime de Nasser (1952-1969) a mis fin à cette époque de l’histoire égyptienne. L’ancienne classe dirigeante a perdu ses positions dans l’appareil politique et dans l’économie. D’une manière générale, le nouveau régime s’est montré défavorable aux

⁷ CHABRY Laurent et CHABRY Annie. Politique et minorités au Proche-Orient, les raisons d’une explosion, Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1984, page 300

coptes qu'il considérait volontiers comme liés aux pouvoirs précédents et sensibles aux influences occidentales. Le malaise chrétien entraîna alors le « retour » massif au Liban d'une chrétienté syrienne établie depuis le XVII^{ème} siècle. Les coptes choisirent une autre forme de repli communautaire : ils quittèrent les régions où leurs effectifs étaient les plus faibles pour se regrouper au Caire et dans leurs sanctuaires de Haute-Egypte où leur masse rassurait.

La situation des coptes ne s'est pas améliorée avec les successeurs de Nasser, Anouar el Sadate (1969-1981) et Hosni Moubarak. Elle a tendu au contraire à se dégrader.

Depuis les années 70, la minorité copte, comme les autorités égyptiennes, doivent compter avec les mouvements islamistes dont les manifestations violentes sont devenues un phénomène chronique dans la société égyptienne. D'abord complaisant envers les islamistes, le pouvoir a été contraint, singulièrement depuis l'assassinat du président Sadate en octobre 1981, à la répression. Mais celle-ci s'est accompagnée de concessions à l'intégrisme musulman. Il a été ainsi décidé en 1981 que la loi islamique serait considérée comme la source du droit égyptien. Les autorités ont fermé les yeux sur les incidents qui touchaient les chrétiens, traitant également en adversaires les islamistes et les coptes. Anouar el Sadate avait cru trouver, parmi les coptes, des éléments subversifs. Il était en conflit, comme son successeur, avec le patriarche Chenouda III, qui s'est fait, depuis son élection le 31 octobre 1971, le défenseur de sa communauté. En 1981, peu avant sa mort, il a été jusqu'à déposer le patriarche et à le transférer d'autorité dans un couvent du désert. L'Eglise copte a refusé d'élire un successeur et le président Moubarak a dû accepter son retour en 1985.

Aujourd'hui, bien qu'il se trouve des coptes dans la fonction publique et même dans le gouvernement, une discrimination non avouée s'exerce à leur encontre, pour les emplois dans l'administration, l'université, parfois les entreprises. On tend à faire jouer « la préférence musulmane ». A ces conditions peu encourageantes, à l'inquiétude sur leur sort, les coptes réagissent par l'émigration, surtout vers les Etats-Unis, où ils constituent déjà une importante diaspora. De manière beaucoup plus limitée, certains se convertissent à l'islam. Pour les plus nombreux, il n'est guère d'autre perspective que de s'adapter à des temps difficiles, comme ils l'ont fait depuis des siècles. Ils peuvent espérer qu'une certaine laïcité finira par l'emporter dans leur pays, qui donnerait aux chrétiens une pleine égalité avec les musulmans.

2.6.2 Les autres minorités chrétiennes

Par comparaison avec l'importance numérique de la population copte, et singulièrement des coptes-orthodoxes qui forment 95% des chrétiens de ce pays, les autres minorités chrétiennes en Egypte ont une valeur anecdotique. Elles représentent près de 45000 individus : 19800 protestants, 7200 arméniens apostoliques, 4500 grecs catholiques, 4200 grecs orthodoxes, 3600 latins, 2400 maronites, 1200 syriaques catholiques et quelques centaines d'arméniens catholiques, chaldéens catholiques et syriaques orthodoxes.

3 L'AVENIR DES MINORITES CHRETIENNES AU PROCHE-ORIENT

3.1 La difficulté d'être une minorité chrétienne

Dans tous les pays de la zone étudiée, sauf Israël, l'islam est religion d'Etat, ou dans le cas de la Syrie, religion du chef de l'Etat. Les chrétiens n'en ont pas moins les mêmes droits civils et politiques que leurs compatriotes musulmans. Le régime des communautés a été aboli, hormis au Liban où il fait figure d'anachronisme. Mais les chrétiens restent en fait dans une situation de minorité au sein de sociétés musulmanes et dans des Etats qui se placent officiellement sous le signe de l'islam. Leur identité se définit par la différence religieuse : qu'ils soient croyants ou non, ils sont désignés par leur origine confessionnelle. Il existe certes d'autres minorités dans la région : Kurdes, druzes, alaouites, chiïtes dans des pays presque tous majoritairement sunnites. Mais ils demeurent dans l'islam ou apparentés à lui.

Depuis le siècle dernier, et comme toute autre minorité, les chrétiens se trouvent devant un dilemme : ou revendiquer leur particularisme, ou le dépasser au nom d'un autre système de valeurs, qu'il s'agisse de la nation ou d'une idéologie à vocation universelle.

Le particularisme pouvait conduire soit à perpétuer un statut de minorité, comme le régime des communautés, soit à l'affirmation de la minorité comme nation et à la revendication de l'indépendance dans un Etat séparé. Les maronites ont ainsi cherché à édifier un Etat chrétien au Liban, avec l'appui de la France, et la tentation a ressurgi pendant la guerre civile. Cependant, les élites chrétiennes ont plutôt fait le choix de dépasser les particularismes religieux : pour elles, les chrétiens étaient des Arabes, comme leurs voisins musulmans. Seul devait compter ce caractère qui permettait d'intégrer les uns et les autres dans une société définie comme arabe.

Les débuts du nationalisme dans les Etats de la région ont été la période la plus favorable qu'ont probablement connue les chrétiens d'Orient. La situation a changé avec le régime de Nasser en Egypte (à partir de 1952) et du Baath en Syrie et en Irak, à partir des années 60. Les bourgeoisies traditionnelles, musulmanes et chrétiennes, ont été évincées du pouvoir, et elles ont perdu leurs positions dans l'appareil de l'Etat. Les mesures socialisantes (réformes agraires, nationalisations) ont affaibli leur assise économique. Une

nouvelle couche sociale, d'extraction plus modeste et surtout musulmane, a investi l'Etat et dominé la société. Les nouveaux dirigeants s'attachaient à créer des nations plus homogènes, et toléraient mal les minorités. Ils s'en prenaient aux particularismes chrétiens dans ce qui restait des anciennes institutions communautaires : les biens d'Eglise, les écoles. Le nationalisme triomphait, et avec les partis Baath, ils se voulaient laïcs. Mais les chrétiens régressaient, politiquement et socialement. Enfin les progrès des mouvements islamistes n'ont pas été sans créer des difficultés aux communautés chrétiennes, surtout à partir des années 80, sous l'effet de la révolution iranienne.

A peu près partout, la situation des chrétiens s'est plus ou moins sensiblement dégradée. Ils ne peuvent plus guère invoquer leur particularisme, ils n'ont pas non plus réussi à s'intégrer pleinement dans les régimes politiques ou les sociétés : ils restent à mi-chemin. La carte du nationalisme arabe qu'ils avaient jouée un temps avec succès, leur a largement échappé. Au Liban même, ils doivent se reconnaître minoritaires et composer avec les autres communautés. Cet affaiblissement a été une cause d'émigration et l'émigration les affaiblit davantage.

Les chrétiens sont des minoritaires sans statut dans des Etats qui ne sont pas en général des modèles de démocratie. Ils n'ont plus les garanties de l'ancien système des communautés, ils n'ont pas non plus, du moins dans bien des cas, celles d'un Etat de droit. Leur différence qui prête à suspicion, les rend plus vulnérables à l'arbitraire des autorités en place et les expose aux réactions de la majorité musulmane. Ils dépendent du pouvoir pour être protégés des éventuelles exactions de la part des islamistes.

Ils se tiennent relativement à l'écart de la vie politique, et quand ils y participent, c'est au service du régime. En Egypte, en Syrie, en Irak, les gouvernements comptent certains ministres chrétiens et on trouve des hauts fonctionnaires dans l'appareil d'Etat, parfois dans l'armée. Les partis Baath, qui sont les instruments du pouvoir en Syrie et en Irak, ont des chrétiens dans leur rang. Mais qu'ils soient ministres, hauts fonctionnaires ou militants, ils n'ont pas accès aux responsabilités du pouvoir : ils en sont les agents.

Dans les sociétés arabes de la région, les chrétiens ont une place qui n'est pas négligeable, jusqu'à des niveaux élevés de la hiérarchie de ces sociétés : dans les affaires, les professions libérales, l'université. Mais ils évitent d'être trop visibles et se gardent de contester le système politique et l'ordre social.

Les communautés chrétiennes ont ainsi tendance à se replier sur elles-mêmes. Elles adoptent ce qu'on pourrait appeler un « profil bas ». Leur liberté religieuse n'est pas mise

en cause, mais la question des écoles a soulevé des difficultés : en Egypte, en Syrie, en Irak, les autorités ont voulu contrôler et unifier l'enseignement jusqu'à le nationaliser. Elles se méfiaient de l'enseignement chrétien et des relations que des établissements conservaient avec des institutions et des Eglises étrangères.

Ces observations d'ordre général appellent évidemment des nuances et des exceptions selon les pays et les régimes politiques.

Il faut relever d'abord deux cas singuliers, et fort différents l'un de l'autre : le Liban et Israël. Au Liban, on tente de redéfinir de façon pacifique les rapports entre les communautés qui se sont affrontées dans la guerre civile. Israël est certes une démocratie de type occidental, mais qui soumet à un régime d'occupation les territoires de Cisjordanie et de Gaza : les chrétiens y sont ici comme le reste de la population arabe. Quant aux chrétiens ressortissants d'Israël, ce sont aussi pour la plus grande part des Arabes qui partagent le sort de la minorité arabe : ils ont officiellement les mêmes droits que les autres Israéliens.

En Irak et en Syrie, régis par les deux branches du parti Baath, les populations sont encadrées par l'appareil du pouvoir, quelles que soient leurs confessions : les régimes sont autoritaires et presque totalitaires. L'idéologie officielle est laïcisante. Les minorités chrétiennes, faibles et fragmentées, n'inquiètent pas les gouvernements, qui comptent sur leur docilité. Saddam Hussein a marqué sa bienveillance à l'égard des chrétiens, dont il reconnaissait ainsi la fidélité. Les chrétiens et les musulmans sunnites de Syrie se trouvent dans des situations analogues, sous la coupe d'un pouvoir accaparé par les alaouites.

Leur commune origine palestinienne, pour la plupart d'entre eux, et les aspirations qu'ils partagent de ce fait, rapprochent chrétiens et musulmans de Jordanie. Cette entente est favorisée par l'esprit de tolérance religieuse du royaume hachémite, qui commence à s'acheminer vers la démocratie. Mais elle risque d'être mise en cause par le développement des mouvements islamistes, avec lesquels il faut compter dans la vie politique.

Les coptes d'Egypte connaissent en revanche des difficultés. Ils sont en butte à l'agressivité des islamistes, qui sont une force dans la vallée du Nil, et à la suspicion des autorités du Caire. La nature autoritaire du régime est tempérée par un certain libéralisme, mais les coptes en profitent assez peu. Le pouvoir a cru opportun de les accuser d'agitation ou de subversion, par symétrie avec les islamistes.

3.2 Un déclin démographique inexorable

Dans tous les pays de la région étudiée et malgré le manque de statistiques fiables, le pourcentage de chrétiens par rapport à la population totale est en baisse constante depuis la fin du XIX^{ème} siècle et l'émigration s'accroît particulièrement depuis une vingtaine d'années. Aujourd'hui, les chrétiens du Proche-Orient sont plus nombreux dans la diaspora que dans leur nation d'origine. Cette hémorragie migratoire sans précédent dans les annales des chrétiens d'Orient pourrait avoir comme conséquence leur disparition dans quelques générations au sein du Proche-orient, comme groupe structuré en communautés. Diverses raisons, de type plutôt sociologique, peuvent être avancées à juste titre pour expliquer cette diminution du nombre des chrétiens dans le monde arabe du Proche-Orient. L'accroissement naturel par les naissances est plus faible chez les chrétiens ; mais cela joue essentiellement dans les villes, où dès la première génération les chrétiens adoptent le mariage tardif, et un taux de naissances qui semble un peu inférieur à trois enfants par femme, ce qui est fort convenable. Mais les musulmans gardent très longtemps les coutumes traditionnelles : mariage plus précoce, cinq ou six enfants par femme ; or les chrétiens s'urbanisent en général plus que les musulmans, et la poursuite des études par les filles y est aussi plus fréquent, ce qui favorise le mariage tardif. Mais dans les campagnes, le différentiel des naissances en défaveur des chrétiens est faible, et les chrétiens sont encore nombreux à la campagne, notamment en Egypte.

Evolution commune à la plupart des pays du Proche-Orient, les communautés chrétiennes perdent surtout les jeunes. Elles vieillissent, ce qui est déjà un facteur d'affaiblissement. En outre, les garçons étant davantage enclins à risquer l'aventure de l'émigration, les filles sont plus nombreuses et ont du mal à trouver un époux. Certaines en viennent à accepter de se marier à un musulman. Dans certaines sociétés, le mariage est l'un des facteurs essentiels de passage à l'islam. Comme les vieux, les pauvres ne partent pas. Ils n'ont pas les moyens de s'offrir l'indispensable visa ni d'assumer les frais de voyage et d'installation sur une hypothétique terre d'accueil. Les chrétiens qui émigrent ont de l'argent ou encore un bagage professionnel ou universitaire attractif. Les Eglises se rendent compte qu'en offrant aux jeunes une bonne formation, elles les ont préparés non seulement à la vie mais à l'émigration. Ainsi affaiblies, les minorités chrétiennes auront plus de mal à tenir leur rang dans un environnement qui ne leur est pas forcément hostile, mais où chacun défend ses intérêts.

Le phénomène d'émigration risque bien de s'accroître encore. Pour deux raisons : ceux

qui vivent aujourd'hui en Amérique, en Australie ou en Europe se démènent pour que leurs proches, avec qui les liens ne sont jamais rompus, les rejoignent sur la « terre promise ». Ceux qui veulent rester malgré tout risquent de se sentir encore plus « minorisés », donc plus faibles et, en fin de compte, plus enclins à partir quand l'occasion se présentera. Confrontés au douloureux problème de l'exode des chrétiens de la région, les patriarches, les chefs et les responsables de toutes les Eglises chrétiennes présentes en Orient ont publié en janvier 1998 une lettre pastorale, à Nicosie (Chypre), mettant en garde contre les conséquences d'un tel abandon. Une autre rencontre eut lieu à Rome en décembre 2001.

A l'origine de l'émigration, il y a aussi les guerres. Celle du Liban a été perdue par les chrétiens. Ceux qui avaient été chassés par les combats (450000, face à 350000 musulmans, d'après des évaluations approximatives) seront d'autant moins nombreux à rentrer au Liban qu'ils s'adaptent bien à l'étranger. Le problème du nombre est particulièrement aigu au Liban où les chrétiens, majoritaires à la naissance de l'Etat, sont aujourd'hui moins nombreux que les musulmans. Le dynamisme démographique des chiites est la principale cause de ce changement que l'absence voulue de recensement masque plutôt mal que bien. Les accords conclus à Taëf, en Arabie Saoudite, à la fin de la guerre libanaise, ont donné le coup d'envoi d'un processus de rééquilibrage des pouvoirs qui n'a sans doute pas atteint son stade ultime. De droit, le président de la République et la moitié des députés sont encore chrétiens. Mais pour combien de temps ?

En Irak où de nombreux chrétiens coexistaient avec les Kurdes, ils sont mal vus comme chrétiens par ces Kurdes (qui les ont massacrés en 1915 et 1933), d'autant que le gouvernement irakien était le seul, de tous les pays musulmans voisins, à s'efforcer de les traiter dignement et avec équité ; mais vivant avec les Kurdes, ils sont aussi soupçonnés par ce gouvernement de collaborer avec eux. La guerre Irak-Iran et celle du Golfe ont aussi poussé les jeunes à émigrer. Entre cent et cent cinquante mille chrétiens auraient quitté l'Irak depuis la fin des années 1970 dont une trentaine de milliers qui se sont donc réfugiés en Syrie du Nord ; il est à craindre que pour beaucoup ce pays ne soit qu'une étape vers une émigration plus lointaine. D'autres ont abandonné leurs villages pour se regrouper dans les grandes villes, surtout à Bagdad.

Dans l'ancienne Palestine, les chrétiens ont été pris dans le mouvement général d'exode, et émigrent davantage parce que s'adaptant mieux en raison d'un niveau socio-culturel plus élevé. La « Nouvelle Intifada » qui a éclaté dans les Territoires palestiniens à la fin de l'an 2000 aura achevé de convaincre des pères de famille que leurs enfants n'ont pas

d'avenir dans la région. De plus, ces chrétiens de la « Terre Sainte » sont très « Palestiniens », et nombreux dans la résistance. Du coup, en Israël, ils n'ont pas, à la différence des druzes, choisi d'être pleinement citoyens israéliens, et se sentent donc étrangers ; mais leurs « compatriotes » arabes devenant de plus en plus islamistes, ils sont rejetés par eux aussi. Emigrer est souvent la seule solution à ce dilemme.

Le « socialisme » (baathiste ou nassérien) a aussi été spécialement néfaste pour ces chrétiens. Pour tous les citoyens, la garantie de la propriété privée est une garantie de liberté individuelle. Mais les chrétiens en avaient besoin plus que les autres pour se maintenir et se sentir en sécurité au sein d'une société qui s'uniformise, et donc s'islamise, même si l'Etat se veut laïque. Il ne peut d'ailleurs l'être que fort incomplètement, face à la pression de l'islam.

Ces régimes ont aussi supprimé l'enseignement privé ou l'ont soumis à un strict contrôle. Les chrétiens sont ainsi pris en charge par un Etat où, inévitablement, les fonctionnaires musulmans dominent. Ils sentent donc leur identité propre menacée, ou même niée, d'autant que les islamistes s'efforcent d'occuper des positions clefs dans les ministères de l'Education nationale, ce qui vaut même dans un pays non socialiste comme la Jordanie, et risque d'être le cas demain au Liban. Cela ne peut que renforcer chez les chrétiens le sentiment d'être des marginaux, alors qu'ils savent qu'en France ou en Amérique, ils deviendront vite des citoyens comme les autres.

La montée générale de l'islamisme n'est pas faite non plus pour rassurer. On connaît le cas de l'Egypte, où depuis des années les pogroms contre les chrétiens se multiplient. Le gouvernement, certes, veut réagir, mais il est en partie paralysé, parce qu'une répression plus ferme risquerait d'accroître encore les troubles. Mais un demi-laisser-aller n'est pas non plus une solution..

CONCLUSION

Les chrétiens du Proche-Orient sont aujourd'hui inquiets pour leur avenir. La montée de l'intégrisme musulman et leur statut de minorité protégée qui en font toujours des citoyens de seconde classe en contractant de plus en plus leur espace social représentent autant de menaces pour la pérennité d'une présence chrétienne dans cette région du monde.

Même s'il est difficile de le quantifier en raison de l'absence de recensements comportant des qualifications confessionnelles, le mouvement d'exode continue dans la quasi-totalité des pays arabes du Proche-Orient et la proportion des chrétiens dans la population totale tend à diminuer. Seul, pour le moment, le croît naturel qui reste, sur le long terme, supérieur à l'émigration, leur permet encore de dépasser le « seuil de survivance » mais pour combien de temps ?

Dispersées entre les diverses confessions et les divers pays, la survie des minorités chrétiennes passe de plus en plus par un renforcement de l'unité et de l'œcuménisme à tous les niveaux ainsi que par le dialogue islamo-chrétien.

Conscientes de l'urgence, les Eglises d'Orient ont fait beaucoup d'efforts dans la voie de l'œcuménisme depuis la création en 1974 du Conseil des Eglises du Moyen-Orient. Mais le dialogue islamo-chrétien est encore trop souvent entaché par une haine et une hostilité développés par les extrémistes même si les factions fondamentalistes ne représentent qu'une minorité de la population musulmane.

Enfin, le sort des chrétiens du Proche-Orient dépend du règlement des conflits dans lesquels ils sont impliqués par leur simple présence et leur arabité. A ce titre, un renouveau du processus de paix au Proche-orient, bien mal en point aujourd'hui, pourrait jouer un rôle salvateur dans l'érosion chrétienne.

Musulmans et chrétiens ont une histoire commune très ancienne ou plus récente comme celle des libérations nationales, une civilisation commune, un témoignage commun, inestimables. Et le problème n'est pas la survie des chrétiens au Proche-Orient, mais l'avenir du monde arabe sans les chrétiens.

ANNEXE 1 :

Population chrétienne dans les pays du Proche-Orient (en milliers)

ANNEXE 2 :

Evolution de la population chrétienne des pays arabes de 1894 à 1986
(source : Chrétiens et Juifs dans l'islam arabe et turc, Payot 1996)

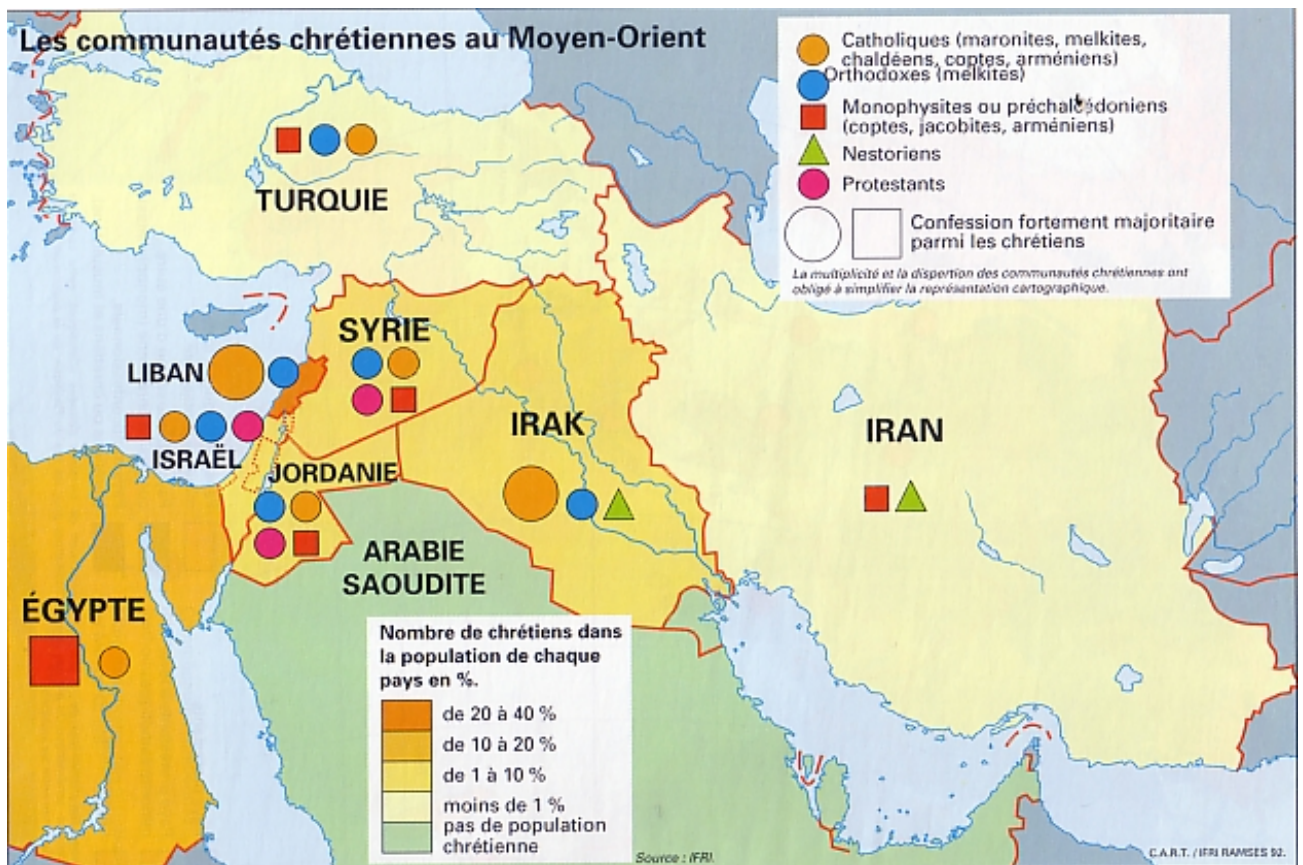
ANNEXE 3 :

Les Eglises chrétiennes orientales
(source : Géopolitique du monde arabe, Ellipses 2002)

ANNEXE 4 :

Les communautés chrétiennes au Proche-Orient

(source : Ramses 1992, Dunod)



BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrages

Billioud Jean-Michel, Histoire des chrétiens d'Orient, L'Harmattan, 1995

Chabry, Laurent et Annie, Politique et minorités au Proche-Orient, Maisonneuve et Larose, 1984

Chaudouet Jean, La Syrie, Karthala, 1997

Courbage Youssef / Fargues Philippe, Chrétiens et Juifs dans l'islam arabe et turc, Petite Bibliothèque Payot, 1997

Duclos Jean-Louis, La Jordanie, QSJ, Puf, 1999

Lorrieux Claude, Chrétiens d'Orient en terres d'islam, Perrin, 2001

Mutin Georges, Géopolitique du monde arabe, Ellipses, 2001

Planhol X. de, Minorités en Islam, Flammarion, 1997

Yacoub Joseph, Au nom de Dieu ! Les guerres de religion d'aujourd'hui et de demain, JC Lattès, 2002

Yacoub Joseph, Au-delà des minorités, une alternative à la prolifération des Etats, Les éditions de l'atelier, 2000

Articles

Guerres mondiales et conflits contemporains N° 151, mouvements nationaux et minorités au Moyen-Orient, Puf, juillet 1988

Les Cahiers de l'Orient N° 48, Chrétiens en terre d'islam, quatrième trimestre 1997

Le Monde diplomatique, « Question » copte, questions à l'Egypte, mai 2001

LES MINORITES CHRETIENNES
AU SEIN DU PROCHE-ORIENT ARABE

Table des matières

Page	
	Introduction 4
	Partie I : Une histoire tourmentée 6
	1.1 La première division des Eglises 6
	1.2 Chrétiens en terre d'islam 7
	1.3 Union avec Rome, nouvelles scissions des Eglises 9
	1.4 Le rôle de l'Occident 10
	Partie II : Des chrétiens dispersés : l'état de la mosaïque 14
	2.1 Les chrétiens d'Irak 14
	2.1.1 Les chaldéens 15
	2.1.2 Les nestoriens 15
	2.2 Les chrétiens de Syrie 16
	2.2.1 Grecs orthodoxes/melkites orthodoxes 19
	2.2.2 Grecs catholiques/melkites catholiques 20
	2.2.3 L'Eglise jacobite ou syriaque orthodoxe 21
	2.2.4 Les syriaques catholiques 21
	2.2.5 Les Arméniens catholiques 22
	2.2.6 Les Arméniens orthodoxes 22
	2.2.7 Les latins 22
	2.2.8 Les maronites 23
	2.2.9 Les assyriens/Eglise nestorienne 23
	2.2.10 Les chaldéens 24
	2.2.11 Les protestants 24
	2.3 La mosaïque libanaise 24
	2.3.1 Les maronites 26
	2.3.2 Grecs orthodoxes 26
	2.3.3 Grecs catholiques 26
	2.3.4 Les Arméniens apostoliques 27
	2.3.5 Les autres communautés chrétiennes 27
	2.4 Les chrétiens de la « Terre Sainte » 28
	2.5 Les chrétiens de Jordanie 29

2.6 Les chrétiens d’Egypte	29
2.6.1 Les coptes	29
2.6.2 Les autres minorités chrétiennes	32
Partie III : L’avenir des minorités chrétiennes au Proche-Orient	33
3.1 La difficulté d’être une minorité chrétienne	33
3.2 Un déclin démographique inexorable	36
Conclusion	39
Annexes	
• Annexe 1 : Population chrétienne dans les pays du Proche-Orient	40
• Annexe 2 : Evolution de la population chrétienne des pays arabes de 1894 à 1986	41
• Annexe 3 : Les Eglises chrétiennes orientales	42
• Annexe 4 : Les communautés chrétiennes au Proche-Orient	43
Bibliographie	44
Table des matières	45